



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 56 / Novembre 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



Comment arriver à une production des œufs autosuffisante en RDC?

C'est pour répondre à cette question que l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas organise à Kinshasa un séminaire le 30 novembre prochain. Le but visé par cette rencontre est d'offrir une plateforme aux différents acteurs (Gouvernement; Producteurs / secteur privé; Université; Consommateurs) pour proposer des recommandations pour améliorer la situation actuelle en ce qui concerne la production, l'importation et la consommation d'œufs et de viande de volaille, tout en analysant les avantages sociaux, économiques et sanitaires de l'autosuffisance. En RDC, les poulets et les poissons congelés importés restent toutefois la norme. Le coût du poulet et des œufs à Kinshasa est environ le double du prix que l'on paierait ailleurs.

Sans compter qu'en comparaison aux œufs et aux poulets produits localement, la consommation d'œufs importés et de viande de volailles congelées peut avoir des effets négatifs sur la santé des populations. Afin de convaincre les acteurs sur les avantages de produire localement, une analyse sur les bénéfices sociaux, économiques et sanitaires de l'augmentation de la production locale a été commandée depuis plusieurs mois par les Pays-Bas. Cette étude est réalisée par la Wageningen UR, un centre universitaire et de recherches néerlandais de renommée internationale et spécialisé notamment dans l'alimentation et la production alimentaire. (Photo: Foodnutritionscience.com)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- [Nouvel accord de coalition : « La confiance dans l'avenir »](#)
- [Amsterdam est la 6ème ville la plus sécurisée dans le monde](#)
- [Le premier pont au monde imprimé en 3D a été inauguré aux Pays-Bas](#)
- [Le Centre pour l'Intelligence Artificielle et la Robotique des Nations Unies est ouvert à La Haye](#)

Actualités en RDC

PAGE 3

- [La course effrénée pour les mines de lithium s'étend du Congo à Cornwall](#)
- [La Sicomines autorisée à exporter ses minerais bruts](#)
- [Kinshasa nommé la pire « mégacité » pour des femmes selon des enquêtes](#)
- [Pour faire face au contexte économique actuel, la Bralima se "restructure"](#)
- [La BCC procède au lancement d'un nouveau système national de paiement](#)

Congo-Brazzaville & Afrique

PAGE 4

- [Le pétrole doit devenir "un produit d'appoint"](#)
- [Pour Moody's, le Congo risque le défaut de paiement sur ses dettes privées](#)
- [Qui finance les infrastructures en Afrique?](#)
- [Afrique Sub-Saharienne : Une croissance de 2,4 % en 2017 \(Banque Mondiale\)](#)

PAGE 5

Post Scriptum

- [La Commission néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale](#)
- [Informations Pratiques & Contact](#)

Le premier pont au monde imprimé en 3D a été inauguré aux Pays-Bas



L'Université Technique d'Eindhoven (TU Eindhoven), en coopération avec BAM Infra, a construit à Gemert (Pays-Bas) le premier pont cycliste imprimé en 3D. Le pont fait 8 mètres sur 3,5 et peut résister à un poids d'au moins 5 tonnes. On estime à plusieurs centaines de cyclistes qui l'utiliseront chaque jour.

Le pont consiste en 800 couches imprimées de béton, venant d'une imprimante 3D, de la TU Eindhoven. Bien que tous les matériaux soient imprimés, le pont devra néanmoins être assemblé sur place. Dans l'avenir, il sera possible de l'assembler déjà dans le processus de production. L'impression 3D a gagné du terrain dans plusieurs industries, dont la construction en est une.

Un des avantages est le fait que l'impression 3D est mieux pour l'environnement, vu que moins de matériaux sont gaspillés. C'est souvent aussi plus rapide et moins cher que les moyens de construction traditionnels. Aux Etats-Unis et en Chine, les ingénieurs ont amené plus loin l'impression 3D, avec la production des premières maisons imprimées 3D, qui ne prend que 24 heures à monter. (Sources : TUE.nl et NOS.nl. Photo: Bam.com)

Le Centre pour l'Intelligence Artificielle et la Robotique des Nations Unies est ouvert à La Haye

Au début de l'année, un accord a été signé par les Nations Unies et le gouvernement néerlandais pour ouvrir un Centre d'Intelligence Artificielle et la Robotique de l'ONU. Le centre, qui fera partie de l'institut interrégional de recherche sur la criminalité et la justice des Nations Unies, accueillera une petite délégation permanente à La Haye. L'objectif du centre est de surveiller les développements de l'intelligence artificielle (IA), comme le chômage de masse ou le déploiement des robotiques autonomes par des organisations criminelles.

En août, plus de 100 leaders dans le secteur de l'IA et la robotique ont fait pression à l'ONU à agir contre les dangers de l'emploi de l'IA dans les armes. D'ailleurs, l'année passée, Stephen Hawking a averti que les robotiques puissantes et l'IA pourraient être la meilleure ou la pire chose qui pourrait arriver à l'humanité. A côté de la surveillance et la prévention de la criminalité par l'IA et la robotique, le centre voudrait développer des idées sur la façon d'exploiter les progrès technologiques pour servir les objectifs de l'ONU. (Source: Unicti.it)

Nouvel accord de coalition : « La confiance dans l'avenir »



Le 10 octobre dernier, après plus de 200 jours de discussions, le nouveau gouvernement néerlandais a présenté son accord de coalition. Le gouvernement, actuellement composé du VVD (libéral), CDA (chrétien-démocrate), D66 (progressiste) et CU (Union Chrétienne), a nommé le nouvel accord de coalition « La confiance dans l'avenir ». Le nouvel accord a quelques points clés, comme l'investissement dans les services collectifs (l'éducation, la santé etc.), trouver un meilleur équilibre entre des contrats flexibles et permanents, lutter pour devenir plus durable et promouvoir les valeurs néerlandaises chez soi et à l'étranger.

Un autre grand changement est la simplification et l'abaissement de l'impôt sur le revenu. Le nouvel agrément introduit seulement deux barèmes d'imposition (d'approximativement 37% jusqu'à 68.000 et 49,4% à partir de 68.000). Cela veut dire que la majorité de la population au travail aura des revenus plus hauts. Pour compenser, le gouvernement propose d'augmenter le tarif bas de la TVA (pour la nourriture et certains services) de 6% à 9%. Concernant l'éducation, les enseignants dans les écoles primaires recevront une augmentation de salaire et des frais de scolarité aux universités seront réduits de moitié pour la première année. (Source : Government.nl. Photo: Rtvnoord.nl)

Amsterdam est la 6ème ville la plus sécurisée dans le monde



Selon l'Index des Villes Sécurisées, publié annuellement par The Economist, Amsterdam est la 6ème ville la plus sécurisée au monde. L'index classe 60 villes globales selon 49 indicateurs concernant la sécurité digitale, la sécurité de la santé, la sécurité des infrastructures et la sécurité personnelle. La tête du classement reste dominée par des villes asiatiques et européennes. Au top dix, quatre sont asiatiques (Tokyo, Singapour, Osaka et Hong Kong) et trois européennes (Amsterdam, Stockholm et Zurich). L'Asie (sauf le Sud-Est), le Moyen-Orient et l'Afrique restent au bout du classement, avec Manille, Dhaka, Karachi, Le Caire et Téhéran figurant dans les 10 pays les plus bas du classement.

Amsterdam a obtenu le meilleur résultat parmi ses pairs européens, largement attribué à la sécurité digitale (numéro 4 au monde) et la sécurité d'infrastructure (numéro 6 au monde). Concernant la sécurité personnelle, Amsterdam occupe la 10ème position. Beaucoup d'autres villes européennes (Londres, Paris, Barcelone) ont vu leur sécurité personnelle diminuer à cause des attaques terroristes qui ont eu lieu l'année passée. (Source: Safe Cities Index 2017. Photo: Parool.nl)

Pour faire face au contexte économique actuel, la Bralima se “restructurer”

Le directeur général de la Bralima justifie cette restructuration par le fait que la Bralima souffre depuis 2013 de l'augmentation des droits des assises de plus de 50%, l'augmentation des tarifs d'eau et d'électricité de plus de 20% et de l'augmentation du cost of doing business en général. Il a souligné que cette crise avait conduit l'année dernière à la fermeture des usines de Boma et Mbandaka et la dépréciation des actifs de 286 millions d'euros.

Tous les agents qui ont totalisé 58 ans et plus sont concernés par cette mesure. Ils bénéficieront d'une pré-retraite, souligne le Directeur Général, d'un paiement du préavis conventionnel et d'une indemnité additionnels au-delà de ceux exigés par la loi pour tous les agents qui quittent l'entreprise. Par ailleurs, les agents de la sous-traitance concernés par cette réorganisation de la Bralima recevront également le paiement du préavis conformément à la loi. (Source : Mediacongo)

La BCC procède au lancement d'un nouveau système national de paiement



La Banque centrale du Congo (BCC) a entamé un processus de modernisation du système national de paiement (PROMOSYS). Cette initiative s'inscrit dans le cadre des réformes du système bancaire en RDC et exécute le décret n°04/083 du 27 septembre 2004, relatif aux enjeux d'intégration économique régionale et au développement économique national. Les partenaires de ce processus sont Banque mondiale et le CFEF. Avec la mise en place du nouveau système national de paiement, la RDC acquiert une solution logicielle en phase avec les dernières avancées technologiques en matière de système de paiement.

Le projet a acquis, entre autres, un système de paiement des gros montants en temps réel (RTGS). Autre avantage, la réduction du délai du dénouement des opérations ainsi que leurs coûts. Ce nouveau système devra permettre à la BCC la mise en œuvre d'une politique monétaire plus efficiente qui, selon les experts, contribuera à la stabilité financière autant qu'elle favorisera l'usage des instruments de paiement scripturaux. (Source : MCN. Photo : CFEF.cd)

Kinshasa nommé la pire « mégacité » pour des femmes selon des enquêtes



La Fondation Thomson Reuters a questionné, dans 19 grandes capitales, 380 experts des questions des femmes, entre autres, si les femmes avaient accès aux ressources économiques dans leurs villes, comme l'éducation, des services financiers comme des comptes bancaires et des crédits. Par rapport aux opportunités économiques, Kinshasa a été classée la pire des grandes villes – avec plus de 10 millions d'habitants –, suivi par le Caire et Karachi. En revanche, Londres était la meilleure suivie par Shanghai.

Des experts ont dit que la plupart des femmes à Kinshasa travaillent dans des entreprises petites et informelles ou dans l'agriculture – des secteurs qui sont souvent coupés des banques – et la plupart vit dans les périphéries de la ville sans électricité ni routes, rendant l'accès aux banques difficiles. En 2014, les chiffres d'une enquête de la Banque Mondiale, ont trouvé que moins d'un quart des femmes des grands pays d'Afrique utilise les services financiers, comparé à 4 hommes sur 10. (Source: AllAfrica. Photo: News.trust.org)

La course effrénée pour les mines de lithium s'étend du Congo à Cornwall



Bien que sa croissance soit énorme, l'entreprise australienne AVZ Minerals n'est pas seule dans la course des piles rechargeables. D'autres entreprises cherchent des dépôts de lithium. La demande pour le lithium, dominé par trois grands producteurs, a montré que la demande pour des batteries de lithium-ion, utilisées dans des véhicules électriques et des systèmes de stockage d'énergie, augmente. Alors que l'Australie, plus grand producteur en 2016, a vu ses ressources identifiées supplantées par l'Argentine et la Bolivie, chacun avec à peu près 9 millions de tonnes, et le Chili, avec plus de 7,5 millions de tonnes.

Au Congo, AVZ doit toujours prouver que l'extraction de lithium sera économiquement viable. Il devra aussi réhabiliter une ancienne plantation nucléaire, pour atteindre la production et construire plus de 600 km de chemins pour connecter la mine avec la capitale régionale de Lubumbashi, pour ses exportations. Le projet attire toujours des investisseurs, y-inclus le chinois Zhejiang Huayou Cobalt, un des plus grands raffineurs de cobalt au monde. (Source: Miningweekly. Photo: Miningnews.com)

La Sicomines autorisée à exporter ses minerais bruts

Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, vient de lever la mesure suspendant les exportations des produits miniers non transformés de la Sino-Congolaise des Mines (Sicomines) moyennant certaines conditions: la Sicomines est obligée de tout mettre en œuvre pour une production à grande valeur ajoutée, et transmettre régulièrement les rapports de ses activités. Dans une lettre, la Sicomines avait expliqué au ministre les conséquences d'une interdiction de ces exportations.

Elle a également indiqué qu'il était temps que les deux parties trouvent un mécanisme opérationnel concerté face à la réalité de production minière. Ce mécanisme ne devrait pas plomber les activités de la Sicomines ni retarder les opportunités de remboursement rapide de l'emprunt effectué par l'Etat auprès du consortium chinois. Elle a également évoqué le déficit énergétique de 170 MW pour tourner à plein régime, avant d'affirmer qu'elle a consenti 660 millions USD pour la construction du barrage de Busanga. (Source : ACP/MCN)

Qui finance les infrastructures en Afrique?

Le dernier rapport annuel du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), intitulé « Tendances du financement des infrastructures en Afrique 2016 », montre que les engagements en matière de développement des infrastructures en Afrique ont reculé à 62,5 milliards \$ en 2016, contre 78,9 milliards \$ en 2015. Les dotations allouées aux infrastructures par les budgets nationaux se sont élevées à 26,3 milliards \$ en 2016, soit + 9,6% par rapport à 2015.

L'apport chinois a beaucoup varié, après avoir atteint son niveau record en 2015 (20,9 milliards \$). De façon plus étendue, entre 2011 et 2016, l'investissement chinois est resté en moyenne dans le sillage des 12 milliards \$. Les pays et institutions membres de l'ICA étaient également actifs. Les décaissements réalisés par ces membres, en 2016, se sont établis à 13,4 milliards \$, soit une hausse de 6% par rapport aux à 2015. On a constaté une baisse des investissements du côté du secteur privé. (Source: Agence Ecofin)

Afrique Sub-Saharienne : Une croissance de 2,4 % en 2017 (Banque Mondiale)



La croissance économique en Afrique subsaharienne devrait atteindre 2,4 % en 2017, contre 1,3 % en 2016, selon la dernière édition d'Africa's Pulse - rapport semestriel de la Banque mondiale. Au deuxième trimestre de cette année, les deux principales locomotives du continent – l'Afrique du Sud et le Nigéria – ont renoué avec la croissance après respectivement deux et cinq mois de performances négatives. Par ailleurs, l'amélioration de la conjoncture internationale, à la faveur notamment de la hausse des cours des produits issus des industries extractives et du retour des flux de capitaux, a contribué à ce relèvement.

« Dans les économies les moins tributaires des matières premières, comme l'Éthiopie et le Sénégal, la croissance est restée globalement stable. Les pays exportateurs de métaux profitent du redressement des cours internationaux » relève le rapport. La Banque Mondiale fait également mention de la dette publique toujours élevée les pays à redoubler d'efforts pour remédier à l'insuffisance des recettes et contenir les dépenses afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. (Source : APA. Photo: Myc4.worldpress.com)

Le pétrole doit devenir “un produit d'appoint”



Le Premier ministre congolais, Clément Mouamba, a déclaré qu'il souhaitait que le pétrole devienne « un produit d'appoint ». « On s'était endormi sur le pétrole, au lieu de considérer que les deux mamelles des ressources sont les douanes et les impôts. Le Congo a des besoins énormes », a-t-il souligné, assurant que dans l'accord avec le FMI « il n'y aura pas des mesures de nature à déstabiliser l'économie nationale déjà affaiblie. Il faut garantir la paix sociale et surtout la paie de ceux qui travaillent ».

Plusieurs grèves agitent actuellement le Congo-Brazzaville et ses 4,5 millions d'habitants (université et hôpital public principalement). Lors de sa dernière mission fin septembre, le FMI avait évalué la dette du Congo « à environ 110% » du produit intérieur brut (PIB), soit « 5.329 milliards de francs CFA » (9,14 milliards de dollars). M. Mouamba reconnaît qu'« il y a surendettement », refusant de considérer le Congo comme « un mauvais élève » de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (Source : AFP. Photo: Jean-marc-henry.com)

Pour Moody's, le Congo risque le défaut de paiement sur ses dettes privées



L'agence de notation Moody's a déclaré, dans une analyse annuelle, que le profil de crédit du gouvernement de la république du Congo présentait un risque de défaut élevé. L'agence de notation a pointé les risques de pertes pour les créanciers privés, à cause d'une crise de liquidité aiguë et d'un bilan fragile.

« Le choc pétrolier a eu un impact négatif significatif sur le profil de crédit de la République du Congo. En cause, la forte dépendance du pays au pétrole, qui génère 36% du PIB, 33% des recettes de l'État et 80% de ses exportations », a déclaré Lucie Villa, directrice adjointe, analyste principale chez Moody's, et corédactrice du rapport.

« Par ailleurs, les paiements manqués concernant l'Eurobond 2029 reflètent les faiblesses institutionnelles du pays », a-t-elle ajouté. L'agence rappelle les piètres performances du pays concernant l'efficacité du gouvernement, l'État de droit, la lutte contre la corruption et la qualité des réglementations. (Source : Jeune Afrique. Photo: Zenga-mambu.com)

POST SCRIPTUM

La Commission néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale



(Photo: Eia.nl)

La Commission néerlandaise pour l'Evaluation Environnementale (NCEA) a travaillé, depuis 1987, sur des évaluations environnementales et sociales dans des pays partenaires des Pays-Bas. Ces évaluations sont des processus qui ont pour but d'assurer que la prise des décisions est inclusive et incorpore entièrement les conséquences environnementales et sociales des actions proposées.

La NCEA fournit des conseils sur la durabilité aux différentes institutions, entre autres, les gouvernements des pays hôtes. Dans beaucoup de pays, il est demandé d'entreprendre une évaluation avant que des grands projets et plans puissent commencer.

La NCEA, c'est quoi exactement?

C'est un organe statutaire, fonctionnant comme commission d'experts indépendante, qui :

- Aborde des questions d'évaluation des répercussions environnementales et sociales à travers son programme d'évaluation ;
- Soutient des ambassades et d'autres autorités à intégrer la durabilité au niveau stratégique.

Qu'est-ce qu'elle fait?

- Elle donne un conseil oral et écrit ;
- Elle facilite, en offrant un président ou un facilitateur neutre dans des réunions et des ateliers ;
- Elle clarifie des requis légaux et réglementaires sur l'évaluation environnementale pour chaque pays.

La NCEA et l'Ambassade

Depuis 2012, la NCEA utilise son expertise pour assister des ambassades néerlandaises et s'est avérée un atout précieux pour achever les objectifs de l'aide et du commerce de la politique néerlandaise. Elle aide des gouvernements à poursuivre la croissance économique dans une façon durable.

Plus de renseignements (en anglais)

Site web de la NCEA : www.eia.nl.

Liens utiles

Accord de coalition "La confiance dans l'avenir"

<https://www.paysbasetvous.nl/documents/publications/2017/10/10/confiance-dans-lavenir>

Enquête "Les villes les plus dangereuses pour des femmes" (en anglais)

<http://poll2017.trust.org/>

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotola
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627



E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer/Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet.

Rejoignez-nous sur  & 

M. Robert Schuddeboom (Ambassadeur) @rschuddeboom

Mme Corina van der Laan (Chef Sec Econ./Dév.) @CorinaMushika

Mme Hilly-Anne Fumey (Honorary consul)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer) @FrancisWilanga

Mme Sandy Makola (Economic policy officer) @Sandytal

Mme Charlotte Blondin (Development officer)

Mr Jordi Calje (Stagiaire)